

CONFÉRENCE INTERNATIONALE DU TRAVAIL

101^e session – Genève, 30mai - 15 juin 2012

COMMISSION POUR L'ELABORATION D'UNE RECOMMANDATION AUTONOME SUR LE SOCLE DE PROTECTION SOCIALE

ALLOCUTION D'OUVERTURE DU PRÉSIDENT

Mesdames et Messieurs les membres de la Commission,

Mesdames et Messieurs les représentants des gouvernements, des travailleurs et des employeurs,

Mesdames et Messieurs les membres du Secrétariat,

Mesdames et Messieurs,

C'est un honneur pour moi et mon pays que la présidence de cette importante commission de la 101^e Conférence internationale de Travail m'ait été confiée. Je vous remercie pour la confiance que vous avez placée en moi.

Ensemble, nous répondrons à un appel fait par la 100^e Conférence internationale de Travail l'année dernière. L'année dernière, nous avons discuté du rôle et de l'importance que revêt la protection sociale pour le développement social et économique de nos pays, de la communauté mondiale des nations et de l'ensemble des populations.

Nous avons conclu que la sécurité sociale est un droit humain et une nécessité économique et sociale. Nous avons également reconnu que les systèmes de sécurité sociale sont des stabilisateurs économiques et sociaux en temps de crise et au-delà.

Nous avons souligné l'importance des normes de l'OIT dans le domaine de la sécurité sociale lorsqu'il s'agit de fournir des conseils pour le développement national de la sécurité sociale. En établissant un ensemble impressionnant et ambitieux de conclusions, nous avons démontré que le tripartisme fonctionne lorsqu'il s'agit de questions importantes concernant la gouvernance économique et sociale aux niveaux national et mondial.

Nous devons maintenant donner suite à ce qui est, peut-être, la question la plus importante à l'ordre du jour que nous nous sommes fixé. Nous avons conclu l'année dernière que notre première tâche, notre contribution à la réalisation d'une véritable dimension sociale de la mondialisation est d'élaborer un outil permettant d'aider les États Membres de l'OIT à couvrir les 80 % de la population mondiale qui ne bénéficie pas d'une sécurité sociale complète. Nous savons que des systèmes solides de sécurité sociale peuvent faire la différence entre la pauvreté et un minimum de sécurité du revenu, entre la maladie et la santé, entre l'analphabétisme et l'alphabétisation, entre le désespoir et des perspectives et - à l'extrême - entre la vie et la mort.

Le Bureau nous a fourni un projet de recommandation concernant «les socles nationaux de protection sociale», qui me paraît refléter fidèlement les orientations que nous avons données l'année dernière dans nos conclusions et durant le processus de consultation qui a suivi tel que prévu par le Règlement de la Conférence. C'est maintenant à nous d'analyser le projet de Recommandation et nous assurer qu'il contribuera à la réalisation de notre objectif ambitieux, qui est de guider les mandants dans leurs politiques nationales visant à assurer un niveau minimal de protection sociale pour tous dans un avenir proche.

Bien qu'une recommandation n'ait pas la même force qu'une Convention sujette à ratification, il faut néanmoins lui donner effet dans le cadre de la législation nationale ou par d'autres voies ; par conséquent elle définit des normes et exerce une influence considérables sans parler de son impact d'un point de vue moral et éthique. Elle fera pas moins qu'exprimer ce que la majorité des délégations tripartites de 184 États Membres de l'OIT, considère comme un socle de protection sociale possible et souhaitable dans le cadre plus large d'une stratégie d'extension de la sécurité sociale. Il n'y a aucune autre organisation dans le monde qui puisse établir ces normes et ces principes avec la même autorité et la même crédibilité.

Si elle est adoptée, la recommandation sera communiquée à tous les États Membres pour qu'ils lui donnent effet dans le cadre d'une législation nationale appropriée. Tous les États Membres auront l'obligation de la soumettre aux autorités législatives compétentes dans le délai d'un an à partir de la clôture de la session de la Conférence aux fins de l'adoption d'une législation ou d'autres dispositions et d'informer, plus tard, le Directeur général des mesures prises.

J'espère que nous serons en mesure d'aborder notre tâche, qui est de suggérer une norme sociale pour un monde en pleine globalisation, avec sérénité, respect pour les opinions divergentes et une idée claire de l'objectif.

Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour contribuer à la réussite des travaux de la commission et je compte sur vous tous pour m'aider dans cette tâche en jouant un rôle actif au sein de la commission, afin que notre discussion soit fructueuse et couronnée de succès.

Je me réjouis à la perspective de travailler en étroite collaboration avec vous au cours de ces 12 prochains jours, d'entendre vos avis et de présenter à la Conférence, comme résultat de nos discussions, **un projet de Recommandation concernant les socles nationaux de protection sociale** qui fournira à nos pays des orientations souples mais faisant sens, pour établir des socles de protection sociale dans le cadre de systèmes complets de sécurité sociale.